

L'Hémicycle, été 2022

LES HABITS NEUFS DU SÉNAT

MAL-AIMÉE DE LA RÉPUBLIQUE, LA HAUTE ASSEMBLÉE SEMBLE AVOIR TROUVÉ UNE NOUVELLE PLACE SOUS LE DERNIER QUINQUENNAT EN EXERÇANT PLEINEMENT SA MISSION DE CONTRÔLE DE L'EXÉCUTIF. UN RÔLE QU'ELLE ENTEND BIEN POURSUIVRE.

«**C**onservateur», «anomalie démocratique», «bastion de la droite», «palais doré», «chambre des lobbys»... le Sénat a longtemps été le mal-aimé de la République. Mais le premier quinquennat Macron lui a redonné des couleurs. Ses commissions d'enquête, sur l'affaire Benalla, la gestion de la crise sanitaire et, récemment, sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés, ont replacé la chambre haute comme une institution sérieuse et utile à la démocratie. Le Sénat a-t-il enfin trouvé sa place?

«L'ANOMALIE DÉMOCRATIQUE»

«Ce qui est terrible, avec un sénateur, c'est que vous ne pouvez pas discuter cinq minutes avec lui sans qu'il ne commence à vous expliquer en quoi le Sénat est légitime et important.» Cette perfidie glissée par un ancien député n'est pas très éloignée de la réalité. Pour de nombreux acteurs de la vie publique et citoyens, le Sénat continue de souffrir de son image vieillotte. Il est toujours considéré comme la chambre des lobbys et des petits arrangements improbables.

Ne dit-on pas, ici, que «si les moquettes du palais du Luxembourg sont si épaisses, c'est pour éviter d'entendre les corps tomber»?

L'institution reste traumatisée par les multiples tentatives de suppression. La IV^e République avait initialement prévu sa disparition, jugeant le Sénat responsable de l'instabilité ministérielle de la III^e République. Au début de la V^e République, les ministres gaullistes boudaient les débats au palais du Luxembourg. De Gaulle lui-même a lancé un référendum en 1969, qui prévoyait d'affaiblir considérablement ses pouvoirs et de le fusionner avec le Conseil économique et social. Le non l'ayant emporté à 52 %, de Gaulle est parti et le Sénat est resté. En 1998, Lionel Jospin le décrivait comme une «anomalie démocratique» qui ne connaîtrait jamais l'alternance.

Ce n'était pas faux, jusqu'à ce que la gauche réussisse à s'emparer du palais du Luxembourg en 2011. Un souvenir malheureux : ce fut l'une des pires mandatures. Faute de majorité stable et cohérente, chaque vote nécessitait l'accord des radicaux, des écologistes et des communistes (qui n'étaient pas membres de la majorité gouvernementale). Avec un président, →